Parlement européen
2024-2029

Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

2025/2135(INI)

12.11.2025

AMENDEMENTS
1 - 229

Projet de rapport
Anna Strolenberg
(PE778.093v01-00)

Situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne en 2024 et 2025
(2025/2135(INI))

Amendement 1
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Visa 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le protocole nº 30 sur l'application de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la Pologne et au Royaume-Uni,

Or. pl

Amendement 2
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Visa 4 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu les constitutions, les principes constitutionnels et la diversité des systèmes juridiques des États membres;

Or. pl

Amendement 3
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Visa 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le

soutien et la protection des victimes de la criminalité et la proposition de la Commission du 12 juillet 2023 relative à la révision de la directive sur les droits des victimes (COM(2023)0424),

Or. en

Amendement 4
David Casa

Proposition de résolution
Visa 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la recommandation (UE) 2022/758 de la Commission du 27 avril 2022 sur la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme qui participent au débat public,

Or. en

Amendement 5
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Visa 8

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu le règlement (UE, Euratom) 2020/2092 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union[4] (ci-après le «règlement sur la conditionnalité liée à l'état de droit»),	***supprimé***

[4] JO L 433I du 22.12.2020, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2020/2092/oj.

Or. pl

Amendement 6
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 11

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (COM(2008)0426, «directive horizontale anti-discrimination»), publiée par la Commission le 2 juillet 2008,	– vu la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (COM(2008)0426, «directive horizontale anti-discrimination»), publiée par la Commission le 2 juillet 2008***, telle que reconfirmée par la Commission en juillet 2025 après l'annonce de son retrait, et prenant acte de son statut d'attente au Conseil***,

Or. en

Amendement 7
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Visa 11 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1984 et ses protocoles ultérieurs,

Or. pl

Amendement 8
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Visa 13 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la nouvelle stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ pour la période 2026-2030,

Or. en

Amendement 9
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 14 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive (2021-2030) (COM(2021) 615 final) et les conclusions ultérieures du Conseil, ainsi que les rapports d'avancement de la Commission actualisant et mettant en œuvre ladite stratégie,

Or. en

Amendement 10
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Visa 15

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu la communication de la Commission du 24 juillet 2024 intitulée «Rapport 2024 sur l'état de droit – La	***supprimé***

situation de l'état de droit dans l'Union européenne» (COM(2020)0800), et sa communication du 8 juillet 2025 intitulée «Rapport 2025 sur l'état de droit – La situation de l'état de droit dans l'Union européenne» (COM(2025)0900), ainsi que les vingt-sept chapitres par pays qui les accompagnent,

Or. pl

Amendement 11
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 17

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les traités et instruments des Nations unies en faveur de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment la déclaration universelle des droits de l'homme, le pacte international relatif aux droits civils et politiques, la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les recommandations et les rapports de l'examen périodique universel des Nations unies, ainsi que la jurisprudence des organes de suivi des traités des Nations unies et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies,	– vu les traités et instruments des Nations unies en faveur de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment la déclaration universelle des droits de l'homme, le pacte international relatif aux droits civils et politiques, la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les recommandations et les rapports de l'examen périodique universel des Nations unies, ainsi que la jurisprudence des organes de suivi des traités des Nations unies et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies***, en particulier le mandat du rapporteur spécial sur la lutte contre l'antisémitisme établi par le Conseil des droits de l'homme en 2022 (A/HRC/49/L.18)***,

Or. en

Amendement 12

Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Visa 17 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la recommandation Rec(2006)2 du Comité des ministres aux États membres du Conseil de l'Europe sur les règles pénitentiaires européennes du 1er janvier 2006,

Or. en

Amendement 13
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Visa 17 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le 34e rapport général du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants du Conseil de l'Europe d'avril 2025,

Or. en

Amendement 14
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 19

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu le programme de développement durable à l'horizon 2030	***supprimé***

des Nations unies et ses objectifs de développement durable (ODD),

Or. en

Amendement 15
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Visa 20

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits de l'homme en ce qui concerne l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles,	***supprimé***

Or. pl

Amendement 16
Milan Uhrík

Proposition de résolution
Visa 20

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits de l'homme en ce qui concerne l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles,	***supprimé***

Or. en

Amendement 17
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 20

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits de l'homme en ce qui concerne l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles,	***supprimé***

Or. en

Amendement 18
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Fabrice Leggeri, Matthieu Valet

Proposition de résolution
Visa 20

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits de l'homme en ce qui concerne l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles,	***supprimé***

Or. en

Amendement 19
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 21

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les recommandations et rapports du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, du Haut-Commissaire pour les minorités nationales, du représentant pour la liberté des médias et autres organes de l'Organisation pour la	– vu les recommandations et rapports du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, du Haut-Commissaire pour les minorités nationales, du représentant pour la liberté des médias et autres organes de l'Organisation pour la

sécurité et la coopération en Europe (OSCE),	sécurité et la coopération en Europe (OSCE)***, y compris les travaux du BIDDH et du représentant personnel du président en exercice de l'OSCE pour la lutte contre l'antisémitisme, ainsi que la mise en œuvre des engagements pris par le Conseil ministériel de l'OSCE en matière de lutte contre l'antisémitisme***,

Or. en

Amendement 20
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 22 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la lettre ouverte du 22 mai 2025 de neuf chefs d'État et de gouvernement européens appelant à un nouveau débat sur l'interprétation de la convention européenne des droits de l'homme (CEDH) par la Cour européenne des droits de l'homme (Cour EDH),

Or. en

Amendement 21
Nikola Minchev, Sophie Wilmès, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Irena Joveva, Lucia Yar

Proposition de résolution
Visa 22 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu les arrêts et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (Cour EDH) et les rapports annuels du Comité des ministres sur le contrôle de leur exécution,

Or. en

Amendement 22
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Visa 22 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC),

Or. pl

Amendement 23
Nikola Minchev, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Irena Joveva

Proposition de résolution
Visa 22 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (Cour EDH) concernant la détention provisoire, notamment les affaires Letellier c. France (1991), Ilijkov c. Bulgarie (2001) et Buzadji c. Moldavie (2016),

Or. en

Amendement 24
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Visa 22 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la convention pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption

du 27 janvier 1999,

Or. pl

Amendement 25
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 23

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les recommandations, avis, rapports et résolutions du Conseil de l'Europe, en particulier de la Commission de Venise, de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), du groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), du groupe d'États contre la corruption (GRECO), du comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion, de l'Assemblée parlementaire, du comité européen des droits sociaux et des autres organes du Conseil de l'Europe,	– vu les recommandations, avis, rapports et résolutions du Conseil de l'Europe, en particulier de la Commission de Venise, de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), du groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), du groupe d'États contre la corruption (GRECO), du comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion, de l'Assemblée parlementaire, du comité européen des droits sociaux et des autres organes du Conseil de l'Europe***, y compris la recommandation de politique générale nº 9 (révisée en 2021) de l'ECRI sur la prévention et la lutte contre l'antisémitisme***,

Or. en

Amendement 26
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Visa 23 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (Cour EDH),

Or. en

Amendement 27
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 24

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les déclarations, recommandations, rapports et visites de pays du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, notamment son rapport du 4 septembre 2025 intitulé «Externalised asylum and migration policies and human rights law» (Politiques d'externalisation dans le domaine de l'asile et de la migration et droits de l'homme),	***supprimé***

Or. en

Amendement 28
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Visa 28 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la décision (UE) 2022/480 du Parlement européen du 10 mars 2022 sur la constitution, l'objet de l'enquête, les compétences, la composition numérique et la durée du mandat de la commission d'enquête chargée d'enquêter sur l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents,

Or. en

Amendement 29
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Visa 28 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu les remarques préliminaires du 15 février 2022 du Contrôleur européen de la protection des données sur les logiciels espions modernes,

Or. en

Amendement 30
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Visa 28 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la recommandation du Parlement européen du 15 juin 2023 à l'intention du Conseil et de la Commission à la suite de l'enquête sur les allégations d'infraction et de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union lors de l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents (2023/2500(RSP)),

Or. en

Amendement 31
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Visa 29

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les rapports, enquêtes et avis de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), en particulier ses rapports sur les droits fondamentaux relatifs aux années 2024 et 2025,	***supprimé***

Or. pl

Amendement 32
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 29

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu les rapports, enquêtes et avis de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), en particulier ses rapports sur les droits fondamentaux relatifs aux années 2024 et 2025,	– vu les rapports, enquêtes et avis de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), en particulier ses rapports sur les droits fondamentaux relatifs aux années 2024 et 2025***, ainsi que ses conclusions sur l'antisémitisme, telles que présentées dans ses enquêtes spécifiques sur les expériences des personnes juives en matière d'antisémitisme dans l'Union***,

Or. en

Amendement 33
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 30 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la résolution du Parlement européen du 1er juin 2017 sur la lutte contre l'antisémitisme (2017/2692 (RSP)) et les textes ultérieurs du Parlement traitant de la récente montée de l'antisémitisme en Europe,

Or. en

Amendement 34
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 31

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu ses résolutions sur les rapports de la Commission sur l'état de droit,	***supprimé***

Or. en

Amendement 35
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 32

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu ses résolutions sur certains États membres, notamment la Grèce, la Hongrie et la Slovaquie,	***supprimé***

Or. en

Amendement 36
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 33

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa résolution du 8 février 2024 relative à la mise en œuvre de la stratégie de l'Union en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ pour la période 2020-2025[8],	***supprimé***

_____

[8] JO C, C/2024/6340 du 7.11.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2024/6340/oj.

Or. en

Amendement 37
Milan Uhrík

Proposition de résolution
Visa 33

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa résolution du 8 février 2024 relative à la mise en œuvre de la stratégie de l'Union en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ pour la période 2020-2025[8],	***supprimé***

[8] JO C, C/2024/6340 du 7.11.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2024/6340/oj.

Or. en

Amendement 38
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 34

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa résolution du 13 décembre 2022 intitulée «Vers l'égalité des droits pour les personnes handicapées»[9],	***supprimé***

[9] JO C 177 du 17.5.2023, p. 13.

Or. en

Amendement 39

Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 35

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa résolution du 10 novembre 2022 sur la justice raciale, la non-discrimination et la lutte contre le racisme dans l'UE[10],	***supprimé***

[10] JO C 161 du 5.5.2023, p. 10.

Or. en

Amendement 40
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 36

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa résolution du 8 mars 2022 sur le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile en Europe[11],	***supprimé***

[11] JO C 347 du 9.9.2022, p. 2.

Or. en

Amendement 41
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 37

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa résolution du 14 décembre 2021 contenant des recommandations à la Commission sur la lutte contre la violence	***supprimé***

fondée sur le genre: cyberviolence[12],

[12] JO C 251 du 30.6.2022, p. 2.

Or. en

Amendement 42
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 38

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa résolution du 16 septembre 2021 contenant des recommandations à la Commission sur l'identification de la violence fondée sur le genre comme un nouveau domaine de criminalité énuméré à l'article 83, paragraphe 1, du traité FUE[13], et sa résolution du 18 janvier 2024 sur l'extension de la liste des infractions de l'Union aux discours de haine et aux crimes de haine[14],	***supprimé***

[13] JO C 117 du 11.3.2022, p. 88.

[14] JO C, C/2024/5733 du 17.10.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2024/5733/oj.

Or. en

Amendement 43
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Visa 39

Proposition de résolution	*Amendement*
– vu sa résolution du 7 octobre 2020 sur la création d'un mécanisme de l'Union pour la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux[15],	***supprimé***

[15] ***JO C 395 du 29.9.2021, p. 2.***

Or. en

Amendement 44
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant -A (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	-A. considérant que l'Union européenne est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, d'état de droit et des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités, consacrées à l'article 2 du traité UE et dans la charte, ainsi que dans les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme; que ces valeurs ne doivent pas être compromises, mais protégées et promues par l'Union et chaque État membre dans le cadre de leurs actions internes et externes; qu'en 2024 et 2025, l'Union et plusieurs États membres ont affiché un recul inquiétant dans le respect de ces valeurs;

Or. en

Amendement 45
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres;	A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres; ***que la détérioration de l'état de droit, le manque d'indépendance***

de la justice, l'affaiblissement du système démocratique d'équilibre des pouvoirs ainsi que l'instrumentalisation des normes constitutionnelles sont des caractéristiques inquiétantes de cette tendance;

Or. en

Amendement 46
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri, Matthieu Valet

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres;	A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres ***ainsi que dans les institutions de l'Union au moyen d'un «cordon sanitaire» qui empêche les représentants démocratiquement élus d'exercer pleinement leur mandat et d'exprimer la volonté des électeurs***;

Or. en

Amendement 47
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva, Nikola Minchev

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres;	A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres; ***que le respect des valeurs consacrées à l'article 2 du traité UE constitue une obligation permanente après l'adhésion à l'Union et une condition préalable à l'exercice de tous***

les droits et avantages découlant de l'adhésion à l'Union;

Or. en

Amendement 48
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres;	A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres***, notamment en ce qui concerne l'état de droit, l'indépendance du pouvoir judiciaire, les efforts de lutte contre la corruption et la protection des droits fondamentaux***;

Or. en

Amendement 49
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Nikola Minchev, Irena Joveva, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres;	A. considérant qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres***, tandis que d'autres sont également confrontés à des difficultés affectant les normes démocratiques***;

Or. en

Amendement 50
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant ***qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs*** États membres;	A. considérant ***que l'UE doit continuer de soutenir l'Etat de droit dans l'ensemble des*** États membres;

Or. fr

Amendement 51
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant ***qu'un recul démocratique est observé dans plusieurs États membres***;	A. considérant ***que les États membres restent un modèle de démocratie***;

Or. sk

Amendement 52
Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que l'Union est fondée sur les valeurs communes, consacrées à l'article 2 du traité UE, de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie et d'égalité, sur l'état de droit ainsi que sur le respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités, et que ces valeurs sont communes à tous les États membres et énoncées dans la charte et dans les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme; que la charte fait

partie intégrante du droit primaire de l'Union; que la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux sont des valeurs qui se renforcent mutuellement et que, lorsqu'elles sont affaiblies, l'Union est confrontée à une menace systémique, tout comme les droits et les libertés des personnes vivant sur son territoire;

Or. en

Amendement 53
Krzysztof Śmiszek

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que les mécanismes existants de l'Union en matière d'état de droit, y compris la procédure prévue à l'article 7 du traité UE, le règlement sur la conditionnalité liée à l'état de droit et les rapports annuels sur l'état de droit, constituent des instruments importants pour la défense des valeurs fondamentales de l'Union; que leur mise en œuvre intégrale et cohérente, accompagnée de mesures de contrôle et de suivi réguliers, reste nécessaire pour relever et prévenir efficacement les défis systémiques en matière d'état de droit, y compris en Hongrie et, plus récemment, en Slovaquie;

Or. en

Amendement 54
Nikola Minchev, Sophie Wilmès, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la mise en œuvre effective des arrêts de la Cour EDH constitue un élément essentiel de la sauvegarde des droits fondamentaux et du respect de l'état de droit au sein de l'Union; que les retards ou les manquements récurrents dans l'exécution de ces arrêts risquent de nuire à la confiance dans le système européen des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 55
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva, Nikola Minchev

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que l'arrêt attendu dans l'affaire C-769/22, Commission/Hongrie, pourrait faire de l'article 2 du traité UE une base juridique autonome, renforçant ainsi les procédures d'infraction à cet égard;

Or. en

Amendement 56
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant;	B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant; ***que l'indice de perception de la corruption (IPC) de 2024***

conclut que «l'Europe occidentale et l'Union européenne obtiennent les meilleurs résultats, mais que le niveau global a diminué pour la deuxième année consécutive, de nombreux dirigeants travaillant dans l'intérêt des entreprises plutôt que du bien commun, et que la loi est souvent mal appliquée»; que dans certains pays, tels que la Slovaquie, les gouvernements affaiblissent le cadre de lutte contre la corruption en démantelant des institutions spécialisées et indépendantes de lutte contre la corruption, tandis que dans d'autres, comme c'est le cas en Pologne, ils prévoient de démanteler des institutions existant de longue date et qui ont fait leurs preuves, telles que le Bureau central de lutte contre la corruption (CBA);

Or. pl

Amendement 57
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant;	B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant; ***que, dans son rapport annuel, le GRECO a souligné les préoccupations de plusieurs États membres, notamment en ce qui concerne l'absence de transparence dans le processus législatif, d'un cadre solide pour prévenir les conflits d'intérêts, d'un code de conduite pour les membres du gouvernement et les fonctionnaires, de réformes de la législation sur l'accès à l'information, de renforcement des cadres de lutte contre la corruption et de promotion de l'intégrité au sein des services répressifs[1 bis];***

[1 bis] ***https://rm.coe.int/general-activity-report-greco-2024-045825-gbr-web-final-1-/1680b631a0***

Or. en

Amendement 58
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant;	B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant***, souvent lié à l'érosion des institutions démocratiques et exploité par la criminalité organisée pour infiltrer la politique et l'économie, fausser les processus démocratiques et blanchir de l'argent illicite, portant ainsi atteinte à la confiance des citoyens, à la transparence et à l'état de droit***;

Or. en

Amendement 59
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant;	B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant***, qui porte atteinte à l'état de droit, à la responsabilité démocratique et à la confiance des citoyens dans les institutions publiques, comme le soulignent systématiquement les rapports annuels de la Commission sur l'état de droit***;

Or. en

Amendement 60
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Nikola Minchev, Irena Joveva, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant;	B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant***, étant donné qu'elle affaiblit la responsabilité démocratique, constitue une grave menace pour la bonne gouvernance et érode la confiance des citoyens dans les institutions***;

Or. en

Amendement 61
Milan Uhrík

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant;	B. considérant que la corruption reste un sujet préoccupant***, même après de nombreux scandales concernant des représentants actuels et anciens de haut rang des institutions européennes***;

Or. en

Amendement 62
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant B bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	B bis. considérant que, dans l'ensemble de l'Union, les lanceurs d'alerte ne

bénéficient pas d'une protection adéquate; que certains États membres n'ont pas encore transposé intégralement ou correctement la directive sur les lanceurs d'alerte[1 bis]; qu'en 2024 et 2025, la CJUE a sanctionné la République tchèque, l'Allemagne, l'Estonie, le Luxembourg, la Hongrie et la Pologne pour défaut de transposition de la directive relative aux lanceurs d'alerte[1 ter]; que les lanceurs d'alerte jouent un rôle essentiel dans la détection et le signalement des actes répréhensibles, ainsi que dans le renforcement de la responsabilité démocratique et de la transparence, et que leur protection devrait être garantie et encouragée;

[1 bis] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52024DC0269

[1 ter] Arrêts de la CJUE dans les affaires C-147/23 | Commission/Pologne, C-149/23 | Commission/Allemagne, C-150/23 | Commission/Luxembourg, C-152/23 | Commission/République tchèque, C-154/23 | Commission/Estonie et C-155/23 | Commission/Hongrie

Or. en

Amendement 63
Nikola Minchev, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Irena Joveva, Lucia Yar

Proposition de résolution
Considérant B bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	B bis. considérant que la jurisprudence de la Cour EDH souligne que la détention provisoire doit rester une mesure exceptionnelle, appliquée uniquement lorsqu'elle est strictement nécessaire et justifiée par des raisons pertinentes et suffisantes; que le recours excessif ou

automatique à la détention provisoire porte atteinte au droit à la liberté, à la présomption d'innocence et à l'équité globale des systèmes judiciaires;

Or. en

Amendement 64
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant B ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	B ter. considérant que le rétablissement de la confiance à tous les niveaux de la société, y compris dans les institutions publiques ainsi que dans le système judiciaire et les services répressifs, nécessite des efforts soutenus de lutte contre la corruption, une direction politique éthique, un contrôle indépendant solide et un engagement fort en faveur de la transparence, de la responsabilité et de la protection des valeurs démocratiques fondamentales; que, dans son étude sur l'examen des personnes exerçant de hautes fonctions exécutives et des services répressifs, le GRECO a souligné que l'absence de contrôles d'intégrité pour les cadres supérieurs des gouvernements et les questions liées au recrutement et à la carrière du personnel des services répressifs, en particulier pour les postes d'encadrement supérieur, restent problématiques[1 bis];

[1 bis] https://rm.coe.int/horizontal-study-5th-round-eng/1680b631a3

Or. en

Amendement 65
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;	C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie; ***que l'évaluation annuelle 2025 de la liberté de la presse en Europe réalisée par le Conseil de l'Europe montre que la captation des médias, le manque d'indépendance des médias de service public et les campagnes de désinformation générées par l'IA constituent des menaces croissantes dans l'ensemble de l'Union et représentent un risque direct pour la démocratie[1 bis]; que la préservation de la liberté de la presse et la garantie de l'accès du public à un journalisme indépendant et de qualité constituent l'un des piliers essentiels d'une société démocratique;*** que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias; ***que les garanties prévues par la directive devraient être étendues aux affaires nationales et pénales; que le règlement européen sur la liberté des médias est entré pleinement en vigueur le 8 août 2025;***

[1 bis] https://edoc.coe.int/fr/medias/12123-europe-press-freedom-report-2024-confronting-political-pressure-disinformation-and-the-erosion-of-media-independence.html

Or. en

Amendement 66

Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Nikola Minchev, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, ***en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté*** des médias;	C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, ***comme l'illustre le dernier rapport sur l'état de droit de la Commission européenne, qui adresse des recommandations à plusieurs États membres afin qu'ils répondent aux préoccupations liées à l'indépendance*** des médias***, aux pressions politiques et à la persistance des attaques contre la liberté de la presse, y compris les poursuites-bâillons***; ***que l'instrument de surveillance du pluralisme des médias montre également une détérioration des conditions de travail des journalistes, y compris la violence, le harcèlement et l'intimidation, une concentration croissante de la propriété des médias et l'incidence des plateformes numériques et des contraintes budgétaires; que des garanties supplémentaires sont encore nécessaires, notamment des régulateurs indépendants, la transparence de la propriété des médias, la protection contre les ingérences politiques et un meilleur accès à l'information et à la sécurité pour les journalistes;***

Or. en

Amendement 67
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*

C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;	C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, en particulier en ***Pologne, en*** Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie***; qu'en Pologne, les médias publics ont été illégalement pris en main par les nouvelles autorités qui ont coupé leur signal et employé des procédés dignes des services secrets, puis les ont soumis à des procédures de liquidation***; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias; ***que les autorités de certains pays, tels que la Pologne, interdisent aux médias critiques de participer à des conférences de presse, y compris dans des situations de crise telles que les inondations, en violation des droits fondamentaux, et exercent des pressions sur les médias d'opposition, notamment en faisant pression sur les annonceurs;***

Or. pl

Amendement 68
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;	C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias; ***que, dans plusieurs États membres, les journalistes ont fait l'objet de campagnes de dénigrement politique, de dénigrement public et de tentatives orchestrées de discréditer leur travail,***

souvent accompagnées d'actions en justice abusives et de menaces, créant un climat de peur et d'autocensure qui porte atteinte au droit du public à l'information;

Or. en

Amendement 69
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que la liberté des médias ***reste menacée*** dans l'ensemble de l'Union***, en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie***; ***que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;***	C. considérant que la liberté des médias ***doit être soutenue*** dans l'ensemble de l'Union;

Or. fr

Amendement 70
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que la liberté des médias reste ***menacée*** dans l'ensemble de l'Union***, en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie***; ***que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;***	C. considérant que la liberté des médias reste ***à un niveau élevé*** dans l'ensemble de l'Union ***par rapport au reste du monde***;

Or. sk

Amendement 71
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union***, en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie***; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;	C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;

Or. en

Amendement 72
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union***, en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie***; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;	C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;

Or. en

Amendement 73
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, ***en particulier en Bulgarie, en Grèce, en Italie, en Hongrie et en Slovaquie***; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;	C. considérant que la liberté des médias reste menacée dans l'ensemble de l'Union, ***les journalistes et les professionnels des médias étant victimes de pressions, de harcèlement et de violences***; que les poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons) continuent de menacer la liberté des médias;

Or. en

Amendement 74
Krzysztof Śmiszek

Proposition de résolution
Considérant C bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	C bis. considérant que le pluralisme des médias et l'accès à des informations fiables constituent des éléments essentiels de l'état de droit et du droit fondamental à la liberté d'expression et d'information, consacrés à l'article 11 de la charte des droits fondamentaux; que la FRA a mis en garde contre la propagation de la désinformation et des discours de haine en ligne, qui polarise les sociétés et affaiblit la démocratie; que la Commission et les États membres devraient veiller à la mise en œuvre intégrale et rapide du règlement européen sur la liberté des médias et à préserver l'indépendance et la diversité des médias en tant que condition préalable à un discours démocratique libre;

Or. en

Amendement 75

Elissavet Vozemberg-Vrionidi, Fredis Beleris

Proposition de résolution
Considérant C bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	C bis. considérant que le rapport 2025 de la Commission européenne sur la situation de l'état de droit dans l'Union européenne reconnaît les progrès significatifs accomplis par la Grèce dans la poursuite du processus d'adoption de garanties législatives et non législatives visant à améliorer la protection des journalistes, en particulier en ce qui concerne les poursuites abusives contre les journalistes et leur sécurité, conformément au protocole d'accord adopté en mai 2022 sur la protection, la sécurité et l'autonomisation des journalistes et autres professionnels des médias, et compte tenu des normes européennes sur la protection des journalistes;

Or. en

Amendement 76
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr;	***supprimé***

Or. en

Amendement 77
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr;	***supprimé***

Or. sk

Amendement 78
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr;	D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias souffrent de conditions précaires***, d'un manque de ressources*** et d'un environnement peu sûr***, notamment en raison du harcèlement croissant et des poursuites judiciaires dont ils font l'objet***; ***que, selon le rapport 2024 relatif à l'instrument de surveillance du pluralisme des médias (SPM 2024), la précarité du travail journalistique a eu une incidence directe sur l'indépendance et la qualité des reportages dans l'ensemble de l'Europe;***

Or. en

Amendement 79
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Nikola Minchev, Irena Joveva, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que ***les*** journalistes et ***les*** professionnels des médias souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr;	D. considérant que***, dans plusieurs pays, certains*** journalistes et professionnels des médias souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr***, et qu'ils doivent également faire face à des défis supplémentaires tels que l'intimidation, les menaces juridiques, l'ingérence politique, l'accès limité à un financement fiable et le rétrécissement du pluralisme des médias***;

Or. en

Amendement 80
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr;	D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr; ***que de nombreuses personnes font l'objet de menaces, d'attaques et d'intimidations dans le cadre de leurs enquêtes, et que certaines sont contraintes de vivre sous protection policière en raison de menaces de mort persistantes;***

Or. en

Amendement 81
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*

D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr;	D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr ***dans certains États membres***;

Or. fi

Amendement 82
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias ***souffrent de conditions précaires et d'un environnement peu sûr***;	D. considérant que les journalistes et les professionnels des médias ***doivent bénéficier des droits et assumer les devoirs que leur confère leur fonction***;

Or. fr

Amendement 83
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la propagation de la désinformation polarise et affaiblit la démocratie;	E. considérant que la propagation de la désinformation polarise et affaiblit la démocratie; ***que la manipulation algorithmique façonne de plus en plus l'opinion publique en amplifiant les discours faux ou extrémistes; que la déréglementation des grandes plateformes a accentué cette tendance, accélérant la propagation de la haine et de la manipulation; que la Commission européenne a ouvert des enquêtes sur plusieurs plateformes au titre du règlement sur les services numériques***

pour manquement à l'obligation de lutter contre la désinformation et de protéger les utilisateurs, notamment les mineurs; que les jeunes restent particulièrement exposés aux biais algorithmiques et à la propagande sans outils adéquats d'alphabétisation numérique;

Or. en

Amendement 84
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Nikola Minchev, Irena Joveva, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la propagation de la désinformation polarise et affaiblit la démocratie;	E. considérant que la propagation de la désinformation polarise et affaiblit la démocratie ***et est amplifiée par l'essor des médias sociaux et des plateformes numériques, qui accélèrent la diffusion de contenus faux et manipulateurs***; ***que les groupes vulnérables, notamment les mineurs, sont particulièrement exposés en ligne, confrontés à des manipulations ciblées, à des discours préjudiciables et à une éducation limitée aux médias; que ces mêmes plateformes peuvent également jouer un rôle positif dans l'accès à la connaissance, la participation civique, la création de communautés, l'innovation et la promotion des droits fondamentaux;***

Or. en

Amendement 85
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la propagation de la désinformation polarise et affaiblit la démocratie;	E. considérant que la propagation de la désinformation polarise et affaiblit la démocratie; ***que les biais dans les algorithmes et le modèle économique des plateformes de réseaux sociaux, basé sur la publicité microciblée, contribuent à la propagation et à l'amplification des discours haineux et incitent à la discrimination, notamment au racisme, à la misogynie et à la violence; que les prochaines initiatives de l'Union visant à lutter contre la désinformation, y compris le bouclier européen de la démocratie, doivent être pleinement conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme;***

Or. en

Amendement 86
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la propagation de la désinformation ***polarise*** et ***affaiblit*** la démocratie;	E. considérant que la propagation ***de la mésinformation et*** de la désinformation ***peut polariser*** et ***affaiblir*** la démocratie; ***que, dans le cadre de la lutte contre la désinformation, l'Union a adopté des sanctions à l'encontre de citoyens de l'Union, y compris de journalistes, qui ont fait part de leurs préoccupations quant au respect du droit à la liberté d'expression et du droit d'être entendu;***

Or. en

Amendement 87
Marieke Ehlers, Nikola Bartůšek

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la ***propagation de*** la désinformation ***polarise et affaiblit la démocratie***;	E. considérant que la ***liberté d'expression et d'information, consacrée à l'article 11 de la charte, constitue une pierre angulaire de la démocratie; que ce droit est menacé par des mesures qui, sous couvert de lutte contre les discours de haine, la mésinformation et*** la désinformation***, conduisent à la censure des opinions légitimes et critiques***;

Or. en

Amendement 88
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la propagation de la désinformation ***polarise et affaiblit la démocratie***;	E. considérant que la propagation de la désinformation***, y compris les campagnes en ligne financées et coordonnées par l'État, contribue à la polarisation, érode la confiance dans les institutions démocratiques et menace l'intégrité des processus électoraux et du débat public***;

Or. en

Amendement 89
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva, Nikola Minchev

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la propagation de la	E. considérant que la propagation de la

désinformation polarise et affaiblit la démocratie;	désinformation polarise et affaiblit la démocratie; ***que cette propagation fait partie d'un éventail plus large de menaces hybrides visant à nuire aux gouvernements, aux pays ou aux alliances établis démocratiquement;***

Or. en

Amendement 90
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri, Matthieu Valet

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la propagation de la désinformation polarise et affaiblit la démocratie;	E. considérant que la propagation de la désinformation polarise et affaiblit la démocratie; ***que la lutte contre la «désinformation» ne doit pas être considérée comme une forme déguisée de censure visant à éradiquer les opinions divergentes;***

Or. en

Amendement 91
Milan Uhrík

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la propagation de la désinformation ***polarise*** et ***affaiblit*** la démocratie;	E. considérant que la propagation de la désinformation ***ainsi que les reportages déséquilibrés et unilatéraux des médias et des autorités peuvent polariser*** et ***affaiblir*** la démocratie;

Or. en

Amendement 92
Ewa Zajączkowska-Hernik

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la propagation de la désinformation ***polarise*** et ***affaiblit*** la démocratie;	E. considérant que ***tant*** la propagation de la désinformation ***que les tentatives des autorités de censurer et de contrôler le débat public polarisent*** et ***affaiblissent*** la démocratie;

Or. en

Amendement 93
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que la ***propagation de la désinformation polarise et affaiblit la démocratie***;	E. considérant que la ***guerre hybride et les campagnes de désinformation menées par des États hostiles constituent une menace pour le fonctionnement des institutions démocratiques européennes***;

Or. fi

Amendement 94
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que ***la propagation de la*** désinformation polarise et affaiblit la démocratie;	E. considérant que ***qualifier les thèses dérangeantes de*** désinformation polarise et affaiblit la démocratie ;

Or. sk

Amendement 95
Petar Volgin

Proposition de résolution
Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. considérant que la désinformation provient non seulement d'acteurs externes malveillants, mais aussi, de plus en plus, d'acteurs politiques au sein de l'Union, y compris de représentants des gouvernements des États membres et, dans certains cas, de fonctionnaires de l'administration publique chargés de faire respecter et de communiquer le droit et les politiques de l'Union;

Or. en

Amendement 96
Marieke Ehlers, Nikola Bartůšek

Proposition de résolution
Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. considérant que, s'il existe un droit fondamental de communiquer des informations et des idées, il n'existe pas de droit naturel de recevoir «la vérité» et il n'appartient à aucun gouvernement de déterminer «la vérité», ni l'obligation de fournir «la vérité» à ses citoyens;

Or. en

Amendement 97
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution

Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. considérant que la liberté d'expression s'est détériorée en Europe; que le règlement sur les services numériques ainsi que les lois sur les discours de haine suscitent des préoccupations quant à leurs effets sur la liberté d'expression, qui constitue la pierre angulaire de la démocratie;

Or. fi

Amendement 98
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent d'exacerber les discriminations et les inégalités existantes; que l'utilisation de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et des technologies de surveillance de masse est une pratique abusive et antidémocratique;	F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent d'exacerber les discriminations et les inégalités existantes; que l'utilisation de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et des technologies de surveillance de masse est une pratique abusive et antidémocratique; ***que ces pratiques constituent de graves violations des droits à la vie privée et à la liberté d'expression; que, dans le cas des journalistes, la surveillance met non seulement en danger leur sécurité, mais détruit également la confidentialité de leurs sources, ce qui les empêche effectivement d'accomplir leur travail; que, malgré le nombre croissant d'éléments de preuve et de notifications publiques émanant d'entreprises telles qu'Apple et Meta, les autorités nationales ont jusqu'à présent fourni des informations limitées sur la portée, l'autorisation et la responsabilité de ces***

opérations, laissant les victimes sans clarté ni réparation;

Or. en

Amendement 99
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent d'exacerber les discriminations et les inégalités existantes; que ***l'utilisation de logiciels espions***, de ***la*** reconnaissance faciale ***et des technologies*** de surveillance de masse ***est une pratique abusive et antidémocratique***;	F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent d'exacerber les discriminations et les inégalités existantes; que ***les nouvelles technologies sont utilisées pour créer des prédictions***, ***des profils et des évaluations des risques qui ont une incidence sur la vie des personnes et peuvent reproduire des préjugés sociaux; que les technologies*** de reconnaissance faciale ***ont un effet dissuasif sur le droit de réunion pacifique et peuvent avoir des effets discriminatoires; que les pratiques*** de surveillance ***biométrique*** de masse ***risquent de porter atteinte aux droits fondamentaux***; ***que, dans le cadre des médias sociaux, la désinformation peut se propager plus rapidement et plus amplement que les faits;***

Or. en

Amendement 100
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Nikola Minchev, Irena Joveva, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les nouvelles	F. considérant que les nouvelles

technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent d'exacerber les discriminations ***et*** les inégalités existantes; que l'utilisation de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et des technologies de surveillance de masse ***est une pratique abusive et antidémocratique***;	technologies, y compris les systèmes d'IA, ***offrent d'importantes possibilités d'innovation, de croissance économique et d'amélioration des services publics***, ***mais*** risquent ***également*** d'exacerber les discriminations***, d'amplifier*** les inégalités existantes ***et de créer de nouvelles formes de biais***; que l'utilisation de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et des technologies de surveillance de masse ***nécessite des garanties strictes, la transparence et un contrôle démocratique afin de prévenir les abus, de protéger les droits fondamentaux et de garantir le plein respect de la vie privée***;

Or. en

Amendement 101
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent ***d'exacerber les discriminations et les inégalités existantes***; que l'utilisation de logiciels espions***, de la reconnaissance faciale*** et des technologies de surveillance de masse est une pratique abusive et antidémocratique;	F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent ***d'accroître les biais algorithmiques dans un contexte politique***; que l'utilisation de logiciels espions et des technologies de surveillance de masse est une pratique abusive et antidémocratique; ***qu'en outre, la technologie de reconnaissance faciale ne devrait pas être utilisée au détriment de la protection de la vie privée;***

Or. fi

Amendement 102
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent d'exacerber les discriminations et les inégalités existantes; que l'utilisation de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et ***des*** technologies ***de surveillance de masse est une pratique abusive et antidémocratique***;	F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent d'exacerber les discriminations et les inégalités existantes; que l'utilisation de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et ***de*** technologies ***similaires peut susciter des préoccupations en matière de respect de la vie privée et de droits fondamentaux et devrait être soumise à des garanties strictes et à des cadres juridiques clairs***;

Or. en

Amendement 103
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent d'exacerber les discriminations et les inégalités existantes; que l'utilisation de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et des technologies de surveillance de masse est une pratique abusive et antidémocratique;	F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, risquent d'exacerber les discriminations et les inégalités existantes; que l'utilisation ***illégale*** de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et des technologies de surveillance de masse est une pratique abusive et antidémocratique;

Or. pl

Amendement 104
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*

F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, ***risquent d'exacerber les discriminations*** et les ***inégalités existantes***; que l'utilisation de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et des technologies de surveillance de masse ***est une pratique abusive et antidémocratique***;	F. considérant que les nouvelles technologies, y compris les systèmes d'IA, ***doivent être mieux régulées en vue de protéger les droits fondamentaux*** et les ***libertés individuelles***; que l'utilisation de logiciels espions, de la reconnaissance faciale et des technologies de surveillance de masse ***doit être encadrée***;

Or. fr

Amendement 105
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que la commission d'enquête du Parlement européen sur Pegasus et les logiciels espions de surveillance équivalents (PEGA) a constaté que des logiciels espions tels que Pegasus, Predator et Graphite avaient été utilisés illégalement dans plusieurs États membres contre des journalistes, des acteurs de la société civile, des avocats, des personnalités de l'opposition et des fonctionnaires; qu'elle a constaté de graves violations de la vie privée, de la protection des données et de la liberté d'expression, et a mis en garde contre le fait que de telles pratiques constituent une menace systémique pour la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux au sein de l'Union; que la mise en œuvre intégrale des recommandations de la commission d'enquête PEGA est essentielle pour prévenir de nouveaux abus;

Or. en

Amendement 106
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que de nombreux cas d'usage disproportionné de la force, voire de violences, contre des manifestants continuent d'être signalés dans toute l'Union; que les forces répressives dans certains États membres utilisent de plus en plus des armes moins létales, comme les matraques, le gaz lacrymogène, les grenades de désencerclement, les armes à impulsion électrique, les canons à eau et les balles en caoutchouc, pour contrôler ou disperser les manifestants; que le nombre de personnes grièvement blessées par des armes moins létales lors de manifestations ces dernières années est particulièrement frappant;

Or. en

Amendement 107
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que les technologies des logiciels espions ont été largement utilisées, y compris par les gouvernements, dans plusieurs États membres tels que la Grèce, Chypre, l'Italie, la Hongrie, la Pologne et l'Espagne; que l'utilisation de logiciels espions représente des pratiques abusives et non démocratiques, y compris l'absence de recours effectif, qui portent atteinte à l'état de droit et aux droits fondamentaux dans notre société; que les progrès

technologiques rendent les infections par des logiciels espions plus difficiles à détecter et beaucoup plus répandues;

Or. en

Amendement 108
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva, Nikola Minchev

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que l'utilisation combinée de diverses techniques de manipulation en ligne, y compris l'intelligence artificielle, la désinformation, le profilage illégal et l'amplification algorithmique, constitue une menace pour des principes électoraux clés tels que la liberté d'opinion des électeurs, la transparence, l'égalité des chances et l'équité, et peut à terme compromettre la légitimité de l'ensemble du processus électoral;

Or. en

Amendement 109
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva, Nikola Minchev

Proposition de résolution
Considérant F ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F ter. considérant que, dans l'ensemble de l'Union, les enfants sont confrontés à une crise de santé mentale croissante due à l'influence incontrôlée des techniques algorithmiques, telles que la conception addictive et manipulatrice, les «interfaces

truquées», qui poussent les enfants à passer plus de temps devant les écrans, ou la promotion de contenus préjudiciables; que cela a des effets négatifs sur le développement sain, le bien-être mental et la sécurité des enfants; que les cadres juridiques actuels de l'Union régissant l'environnement en ligne ne tiennent pas suffisamment compte de la protection de la santé mentale des enfants en ligne;

Or. en

Amendement 110
Marco Tarquinio, Krzysztof Śmiszek, Elio Di Rupo, Alessandro Zan, Pina Picierno, Ana Catarina Mendes, Sandro Ruotolo, Murielle Laurent, Hannes Heide, Francisco Assis, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant F ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F ter. considérant que de récentes enquêtes journalistiques ont révélé que certains fonds de l'Union ont pu être alloués à des entreprises qui développent ou commercialisent des technologies de surveillance intrusives, y compris des logiciels espions; qu'il est essentiel de veiller à ce qu'aucune ressource financière de l'Union ne soutienne directement ou indirectement les entités participant au développement, à l'exportation ou au déploiement de logiciels espions ou d'autres outils de surveillance susceptibles d'être utilisés pour violer les droits fondamentaux et l'état de droit;

Or. en

Amendement 111
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant F ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F ter. considérant que, selon la Commission de Venise, les technologies de logiciels espions pourraient être converties en une arme de surveillance susceptible d'être utilisée pour restreindre les droits fondamentaux, censurer et criminaliser la critique et la dissidence, ainsi que pour harceler, voire réprimer, les journalistes, les militants des droits de l'homme, les opposants politiques et les organisations de la société civile, comme le montrent de multiples allégations et révélations[1 bis];
	1 bis https://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD(2024)043-f

Or. en

Amendement 112
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Fabrice Leggeri, Matthieu Valet

Proposition de résolution
Considérant G

Proposition de résolution	*Amendement*
G. considérant que le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE est une condition préalable fondamentale pour bénéficier de fonds de l'Union;	***supprimé***

Or. en

Amendement 113
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba,

Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant G

Proposition de résolution	*Amendement*
G. considérant que ***le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE est une condition préalable fondamentale pour bénéficier de*** fonds de l'Union;	G. considérant que ***l'accès aux*** fonds de l'Union ***est un droit légitime des États membres et de leurs citoyens qui découle de l'ouverture du marché commun et du principe d'égalité des conditions de concurrence et ne peut dépendre de procédures politisées d'évaluation du respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE, mais uniquement de la pertinence et de la transparente de l'utilisation de ces fonds, ce qui constitue une condition fondamentale pour un soutien équitable, juste et stable aux régions moins développées et pour l'égalité des chances au sein de l'Union***;

Or. pl

Amendement 114
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant G

Proposition de résolution	*Amendement*
G. considérant que le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE est une condition préalable fondamentale pour bénéficier de fonds de l'Union;	G. considérant ***qu'il existe des situations dans lesquelles les fonds de l'Union ont été utilisés d'une manière qui entraîne des violations des droits fondamentaux, y compris des discriminations[1 bis]; que les fonds de l'Union devraient être utilisés d'une manière qui promeut et respecte les droits fondamentaux et n'entraîne pas leur violation;*** que le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE est une condition préalable fondamentale pour bénéficier de fonds de l'Union;

1 bis

https://fra.europa.eu/fr/publication/2023/eu-funds

Or. en

Amendement 115
Ewa Zajączkowska-Hernik

Proposition de résolution
Considérant G

Proposition de résolution	*Amendement*
G. considérant que le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE est une condition préalable fondamentale pour bénéficier de fonds de l'Union;	G. considérant que le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE est une condition préalable fondamentale pour bénéficier de fonds de l'Union ***et que l'Union ne devrait pas tenter d'exercer une pression financière sur les États membres et violer le principe de subsidiarité en subordonnant l'accès aux fonds au respect de l'idéologie de la majorité au pouvoir***;

Or. en

Amendement 116
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant G

Proposition de résolution	*Amendement*
G. considérant que le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE est une condition préalable fondamentale pour bénéficier de fonds de l'Union;	G. considérant que le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE***, y compris le respect de l'état de droit, de la démocratie et des droits fondamentaux,*** est une condition préalable fondamentale pour bénéficier de fonds de l'Union ***et qu'ils soient mis en œuvre, comme le reflète le règlement sur la***

conditionnalité liée à l'état de droit;

Or. en

Amendement 117
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant G

Proposition de résolution	*Amendement*
G. considérant que le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE est ***une condition préalable fondamentale pour bénéficier de fonds de l'Union***;	G. considérant que le respect des valeurs de l'Union énoncées à l'article 2 du traité UE est ***également indispensable de la part des institutions***;

Or. sk

Amendement 118
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que des violations des droits fondamentaux aux frontières, des mauvais traitements ainsi que des violences verbales et physiques ont été largement signalés; que les refoulements aux frontières extérieures de l'Union ont augmenté ces dernières années, devenant une pratique courante dans plusieurs États membres; qu'il s'agit notamment de cas de mauvais traitements infligés à des migrants par des gardes-frontières ou d'autres fonctionnaires, ainsi que des pratiques consistant à intercepter les demandeurs d'asile à la frontière et à les renvoyer de force dans le pays par lequel ils sont entrés sans procéder à une évaluation individuelle; que ces pratiques

violent les droits fondamentaux, le droit de l'Union et le droit international relatif aux droits de l'homme et aux réfugiés, y compris le principe de non-refoulement et l'interdiction des expulsions collectives; qu'il incombe aux États membres et à l'Union de mener des enquêtes approfondies et efficaces sur les violations des droits fondamentaux et des droits de l'homme; que les violations des droits fondamentaux ne sont souvent pas signalées; que, dans les cas où des enquêtes sont menées, il existe des preuves qu'elles sont inefficaces;

Or. en

Amendement 119
Krzysztof Śmiszek

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que les progrès limités accomplis dans la procédure en cours contre la Hongrie au titre de l'article 7, paragraphe 1, du traité UE et l'absence d'un mécanisme équivalent pour faire face aux menaces systémiques émergentes en Slovaquie soulignent la nécessité d'accélérer et de renforcer les processus existants; que l'obtention de résultats concrets et en temps utile dans le cadre de ces procédures est essentielle pour garantir la protection des droits fondamentaux et la crédibilité de l'engagement de l'Union en faveur des valeurs consacrées à l'article 2 du traité UE;

Or. en

Amendement 120

Nikola Bartůšek, Marieke Ehlers

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que la garantie de la sûreté et de la sécurité publiques est une obligation première d'un État envers ses propres citoyens et une condition préalable essentielle pour que les citoyens puissent jouir pleinement de leurs libertés et droits fondamentaux;

Or. en

Amendement 121
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant H

Proposition de résolution	*Amendement*
H. considérant que le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe recommande de procéder à un examen approfondi des risques en matière de droits de l'homme avant de s'engager dans une coopération extérieure;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 122
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant H

Proposition de résolution	*Amendement*
H. considérant que le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe recommande de procéder à un	***supprimé***

examen approfondi des risques en matière de droits de l'homme avant de s'engager dans une coopération extérieure;

Or. en

Amendement 123
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant H

Proposition de résolution	*Amendement*
H. considérant que le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe recommande de procéder à un examen approfondi des risques en matière de droits de l'homme avant de s'engager dans une coopération extérieure;	H. considérant ***que, selon le rapport de la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe intitulé «Externalised asylum and migration policies and human rights law» (Politiques d'asile et de migration externalisées et droit des droits de l'homme), les politiques d'externalisation peuvent engager la responsabilité des États membres, en particulier en ce qui concerne le principe de non-refoulement, le droit à la vie, l'absence de torture et de traitements inhumains ou dégradants, l'interdiction des expulsions collectives et des détentions arbitraires, ainsi que le droit d'accès à des voies de recours effectives, tel que garanti par les traités de l'Union et des Nations unies, la charte et la CEDH; que, dans son rapport, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a également déclaré que les politiques d'externalisation pourraient conduire à la torture ou à d'autres mauvais traitements, à des expulsions collectives et à des détentions arbitraires; que de telles politiques pourraient également entraver l'accès effectif à l'asile et priver les personnes de voies de recours; que les principaux domaines recensés dans le rapport dans lesquels les risques sont particulièrement aigus comprennent le traitement externe des demandes d'asile, les procédures de***

retour externes, y compris par l'intermédiaire de «plateformes de retour», et l'externalisation du contrôle aux frontières vers d'autres pays, dont certains ont des antécédents documentés de violations graves à l'encontre de personnes en déplacement; que le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe recommande de procéder à un examen approfondi des risques en matière de droits de l'homme avant de s'engager dans une coopération extérieure***, d'examiner l'incidence sur les droits de l'homme des activités en cours, de définir des principes clairs et non négociables qui excluent toute coopération susceptible de mettre les personnes en danger de violations des droits fondamentaux, de garantir des conditions préalables et des garanties adéquates en matière de droits de l'homme et de renforcer la transparence, le suivi et l'obligation de rendre compte***; ***que la répartition des responsabilités entre les États membres et les organes ou agences de l'Union ne devrait jamais donner lieu à des lacunes en matière de responsabilité[1 bis];***

---

1 bis

https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/commissioner-calls-on-european-states-to-refrain-from-actions-in-externalised-migration-policies-that-may-lead-to-human-rights-violations-1

Or. en

Amendement 124
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant H bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

H bis. considérant que, selon le Comité des droits de l'enfant des Nations unies, la détention de tout enfant en raison de son statut migratoire ou de celui de ses parents constitue une violation des droits de l'enfant et est contraire au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant; que la résolution de l'APCE intitulée «L'intelligence artificielle et la migration» souligne que les demandeurs d'asile devraient avoir le droit de contester les éléments de preuve générés par l'IA, tels que des résumés d'entretiens erronés ou des analyses biaisées, au moyen de procédures de contrôle juridictionnel accélérées, que l'aide juridictionnelle devrait être étendue pour soutenir ces défis, que des réparations doivent être disponibles lorsque le préjudice résulte d'erreurs algorithmiques, et que l'innovation technologique ne doit pas se faire au détriment des droits fondamentaux[1 bis];

---

1 bis

https://pace.coe.int/pdf/320c92a9d8f83a482a1ea6ee003727206a43495d9a812728c1cfaa848ee2e7bf/doc.%2016240.pdf

Or. en

Amendement 125
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant H ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	H ter. considérant qu'il est de plus en plus évident que les fonds «Affaires intérieures» de l'UE destinés à soutenir la gestion des frontières, y compris dans les pays tiers, contribuent à des violations des droits fondamentaux; que les États membres et la Commission doivent

garantir le respect des droits fondamentaux et la conformité avec la charte dans le contexte de la mise en œuvre des fonds de l'Union; qu'une transparence et une obligation de rendre compte accrues ainsi qu'un contrôle efficace de l'allocation et de l'utilisation des fonds de l'Union et de l'évaluation des programmes concernés sont essentiels pour garantir le respect des conditions favorisantes horizontales;

Or. en

Amendement 126
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant H quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	H quater. considérant que l'Union et plusieurs États membres n'ont pas mis en place de politiques et de pratiques visant à donner la priorité à la protection de la vie des réfugiés et des migrants plutôt qu'au contrôle des frontières, à prendre des mesures crédibles afin que les auteurs de violations répondent de leurs actes, à réduire la dépendance à l'égard des pays tiers dans le domaine de la gestion des migrations ou à étendre les voies d'accès sûres et légales; que les réponses apportées par les États membres à la migration irrégulière portent atteinte aux droits fondamentaux et à l'état de droit et perpétuent les discours racistes qui présentent les migrants comme une menace pour le statu quo;

Or. en

Amendement 127
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant H quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	H quinquies. considérant que l'aide humanitaire continue d'être arbitrairement érigée en infraction pénale; que l'obstruction aux activités de recherche et de sauvetage par plusieurs États membres est à l'origine de centaines de décès en mer;

Or. en

Amendement 128
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant I

Proposition de résolution	*Amendement*
I. considérant que les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile sont très préoccupantes; que les droits de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes;	***supprimé***

Or. fi

Amendement 129
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant I

Proposition de résolution	*Amendement*
I. considérant que les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile sont ***très préoccupantes***; que les droits de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes;	I. considérant que les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile sont ***une réponse justifiée à une situation de crise causée par l'instrumentalisation de la migration, où des migrants légalement présents et en sécurité sur le territoire de la Russie ou de la Biélorussie participent au trafic organisé par les services de ces pays dans le cadre d'opérations hybrides hostiles***; que les droits de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes;

Or. pl

Amendement 130
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant I

Proposition de résolution	*Amendement*
I. considérant ***que les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile sont très préoccupantes***; ***que les droits de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes;***	I. considérant ***qu'il est essentiel de mettre un terme à l'immigration clandestine***;

Or. sk

Amendement 131
Ewa Zajączkowska-Hernik

Proposition de résolution
Considérant I

Proposition de résolution	*Amendement*
I. considérant que les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile sont très préoccupantes; que les droits de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes;	I. considérant que les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile sont très préoccupantes; que les droits de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes***, mais que l'Union et ses États membres ont non seulement le droit, mais aussi l'obligation, de protéger leur propre territoire et leurs propres citoyens, y compris contre la migration massive en provenance de pays culturellement étrangers***;

Or. en

Amendement 132
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant I

Proposition de résolution	*Amendement*
I. considérant que ***les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile sont très préoccupantes; que les droits de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection*** doivent être ***évalués et*** que les ***personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale*** doivent ***avoir accès à des mesures de protection concrètes***;	I. considérant que ***la souveraineté des Nations européennes en matière migratoire doit être préservée; que par conséquent les actions menées par la Commission et les Etats membres pour empêcher le dévoiement de la filière de l'asile à des fins d'immigration illégale*** doivent être ***encouragées et soutenues;*** que les ***décisions administratives et judiciaires de retour*** doivent ***être respectées; qu'une politique effective de***

retour des ressortissants de pays tiers présents illégalement sur le territoire de l'Union doit donc être immédiatement engagée;

Or. fr

Amendement 133
Elissavet Vozemberg-Vrionidi, Fredis Beleris

Proposition de résolution
Considérant I

Proposition de résolution	*Amendement*
I. considérant que ***les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes*** d'asile ***sont très préoccupantes***; que les droits de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes;	I. considérant que ***la nécessité de prévenir l'utilisation abusive du régime*** d'asile ***européen par les passeurs, ainsi que la nécessité de lutter contre toutes les formes de criminalité transnationale organisée, est essentielle pour gérer efficacement les migrations***; que les droits de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes;

Or. en

Amendement 134
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri, Matthieu Valet

Proposition de résolution
Considérant I

Proposition de résolution	*Amendement*
I. considérant que les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile ***sont très préoccupantes***; ***que les droits de l'homme des personnes***	I. considérant que les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile ***visent à rétablir la sécurité dans nos sociétés, qui ont été surchargées par***

concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes;

l'afflux de migrants;

Or. en

Amendement 135
Lukas Mandl, Elissavet Vozemberg-Vrionidi

Proposition de résolution
Considérant I

Proposition de résolution	*Amendement*
I. considérant que ***les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile sont très préoccupantes***; que ***les*** droits ***de l'homme des personnes concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes***;	I. considérant que ***le nouveau cadre législatif du pacte de l'Union sur la migration et l'asile établit des règles révisées pour les procédures d'asile, la gestion des frontières et la solidarité***; que ***son application effective et légale exige le plein respect des*** droits ***fondamentaux et le respect des obligations de l'Union et des obligations internationales***;

Or. en

Amendement 136
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Nikola Minchev, Irena Joveva, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant I

Proposition de résolution	*Amendement*
I. considérant que ***les tentatives visant à suspendre l'enregistrement des demandes d'asile sont très préoccupantes***; que ***les droits de l'homme des personnes***	I. considérant que ***plusieurs États membres continuent d'être confrontés à une pression opérationnelle importante à leurs frontières extérieures***; que ***ces défis***

concernées doivent être respectés, que leurs besoins de protection doivent être évalués et ***que les personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale doivent avoir accès à des mesures de protection concrètes***;

nécessitent une réponse européenne coordonnée, y compris des procédures rationalisées et ***efficaces, dans le plein respect du cadre européen et international applicable***;

Or. en

Amendement 137
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant I bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	I bis. considérant que la feuille de route de l'Union pour les droits des femmes et la déclaration de principes pour une société égalitaire du point de vue du genre sont des initiatives positives, même si elles n'ont pas de pouvoir contraignant; que des efforts urgents sont nécessaires pour défendre et promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, d'où l'Union de l'égalité;

Or. en

Amendement 138
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva, Nikola Minchev

Proposition de résolution
Considérant I bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	I bis. considérant que les femmes et les jeunes filles sont confrontées à une violence numérique croissante et omniprésente, à des discours et des crimes de haine qui ont des conséquences

spécifiques et néfastes sur leur vie quotidienne ainsi que sur leur participation à la vie publique et, par conséquent, sur l'égalité de représentation;

Or. en

Amendement 139
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant I ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	I ter. considérant que l'influence mondiale croissante de la «manosphère» a donné naissance à des communautés en ligne et à des influenceurs masculins qui promeuvent le faux discours selon lequel le féminisme et l'égalité entre les femmes et les hommes nuisent aux hommes, diffusent des contenus misogynes, normalisent la violence à l'égard des femmes et des filles et se recoupent de plus en plus avec des mouvements extrémistes et radicaux;

Or. en

Amendement 140
Ewa Zajączkowska-Hernik

Proposition de résolution
Considérant J

Proposition de résolution	*Amendement*
J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ reste omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et	***supprimé***

croisées de discrimination; que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal constitue une forme de violence sexiste;

Or. en

Amendement 141
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio

Proposition de résolution
Considérant J

Proposition de résolution	*Amendement*
J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ reste omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination; que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal constitue une forme de violence sexiste;	***supprimé***

Or. en

Amendement 142
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant J

Proposition de résolution	*Amendement*
J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ reste omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination; que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal constitue une forme de violence sexiste;	J. considérant ***que l'opposition à l'égalité entre les femmes et les hommes s'est intensifiée ces dernières années;*** que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ reste omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination; que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal constitue une forme de violence sexiste; ***que la Cour européenne des droits de l'homme a statué que les lois restrictives***

sur l'avortement et l'absence de mise en œuvre enfreignent les droits des femmes à l'autonomie et à l'intégrité corporelles;

Or. en

Amendement 143
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant J

Proposition de résolution	*Amendement*
J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes ***et des personnes LGBTIQ+ reste omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination***; ***que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal constitue une forme de violence sexiste;***	J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes ***est inacceptable***;

Or. sk

Amendement 144
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Considérant J

Proposition de résolution	*Amendement*
J. considérant que la violence ***fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ reste omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination***; ***que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal constitue une forme de violence sexiste;***	J. considérant que la violence ***à l'égard d'une personne vulnérable devrait être condamnée***;

Or. en

Amendement 145
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Nikola Minchev, Irena Joveva, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant J

Proposition de résolution	*Amendement*
J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ reste omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination; que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal constitue une forme de violence sexiste;	J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ reste omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination; que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal ***expose les femmes à de graves risques et*** constitue ***donc*** une forme de violence sexiste***, car cela prive également les femmes de leur autonomie et de leur liberté de choix en matière de procréation***;

Or. en

Amendement 146
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant J

Proposition de résolution	*Amendement*
J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes ***et des personnes LGBTIQ+*** reste ***omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination***; ***que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal constitue une forme de violence sexiste;***	J. considérant que la violence fondée sur le genre***, en particulier*** à l'encontre des femmes ***et des filles, y compris la violence sexuelle et le viol,*** reste ***élevée dans l'ensemble de l'Union***;

Or. en

Amendement 147
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba,

Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant J

Proposition de résolution	*Amendement*
J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ ***reste omniprésente***, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination; que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal ***constitue une forme de violence sexiste***;	J. considérant que la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ ***persiste***, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination; que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal ***relève des législations nationales et que l'Union n'est pas compétente en la matière***;

Or. pl

Amendement 148
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant J

Proposition de résolution	*Amendement*
J. considérant que la violence ***fondée sur le genre*** à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ+ ***reste omniprésente, en particulier pour celles qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination; que le refus de donner accès à un avortement sûr et légal constitue une forme de violence sexiste***;	J. considérant que la violence à l'encontre des femmes et des personnes LGBTIQ + ***a augmenté parallèlement à un grand nombre d'arrivées dans les États membres en provenance de pays où les droits des femmes et des minorités ne sont pas respectés***;

Or. fi

Amendement 149
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant J bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	J bis. considérant que les services de soins de santé sexuelle et génésique constituent des services de soins de santé essentiels; que plus de 20 millions de femmes dans l'Union n'ont toujours pas accès à un avortement sûr et légal et à d'autres services de soins de santé et droits sexuels et génésiques (SDSP), ce qui expose les femmes et les jeunes filles à des risques de dommages physiques ainsi qu'à des contraintes économiques et mentales injustifiées; que cela concerne également les femmes et les jeunes filles victimes de violences sexuelles qui, dans certains États membres, se voient refuser l'accès à des services de soins santé essentiels tels que la santé et les droits sexuels et génésiques, ce qui entrave leur processus de rétablissement après l'agression; que l'initiative citoyenne européenne intitulée «My Voice, My Choice» invite l'Union européenne à garantir l'accès à un avortement sûr et légal pour toutes, tout en respectant la répartition des compétences prévue par les traités;

Or. en

Amendement 150
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant J bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	J bis. considérant que la cyberviolence à caractère sexiste constitue une prolongation, dans l'environnement en ligne, des violences fondées sur le genre commises hors ligne; que la cyberviolence à caractère sexiste conduit souvent à l'autocensure et peut avoir de graves conséquences sur la vie personnelle et

professionnelle des victimes; que les réponses du système de justice pénale restent insuffisantes pour faire face à ce phénomène; qu'il est essentiel de former les policiers aux compétences relationnelles nécessaires pour écouter, comprendre et respecter toutes les victimes de violence fondée sur le genre afin de lutter contre le sous-signalement et la revictimisation; qu'il est indispensable de garantir des mécanismes de signalement accessibles et des recours efficaces pour créer un environnement plus sûr pour toutes les victimes de violence fondée sur le genre;

Or. en

Amendement 151
Ewa Zajączkowska-Hernik

Proposition de résolution
Considérant J bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	J bis. considérant que les enfants doivent être protégés contre toutes les formes de dépravation et de corruption, y compris la propagande en faveur du genre et de la transidentité; que les générations futures doivent être éduquées pour fonctionner dans une société saine et que les parents devraient avoir le droit d'élever leurs enfants conformément à leurs propres valeurs;

Or. en

Amendement 152
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant J ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	J ter. considérant que la discrimination fondée sur le sexe, le genre et d'autres motifs est interdite en vertu de l'article 21 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne; que les États membres, en tant que parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), sont liés par ses engagements, y compris l'article 12 sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine des soins de santé, afin d'assurer, sur la base de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'accès aux services de soins de santé, y compris ceux liés à la planification familiale;

Or. en

Amendement 153
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant J quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	J quater. considérant que le fait de refuser l'accès à un avortement sûr et légal en droit et en pratique constitue une discrimination à l'encontre des femmes fondée sur le sexe en interdisant un type de soins de santé dont seules les femmes ont besoin; qu'il n'existe pas de restrictions similaires pour les services de santé dont seuls les hommes ont besoin[1 bis];
	[1 bis] Enquête CEDEF concernant la Pologne menée au titre de l'article 8 du protocole facultatif à la convention

Or. en

Amendement 154
Ewa Zajączkowska-Hernik

Proposition de résolution
Considérant J quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	J quater. considérant que l'avortement, qui consiste essentiellement à prendre des vies humaines innocentes, reste légal dans presque tous les États membres et constitue l'une des principales causes de décès dans l'Union;

Or. en

Amendement 155
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant J quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	J quinquies. considérant que le financement annuel total de la lutte contre l'égalité entre les femmes et les hommes en Europe est passé de 220 millions de dollars en 2019 à 271 millions de dollars en 2023, ce qui représente une augmentation de 23 %; qu'une part importante du financement qui alimente la croissance des mouvements anti-genre dans l'Union provient d'acteurs étrangers; que la montée des mouvements anti-genre et anti-droits au cours des dernières années est le résultat d'efforts transnationaux coordonnés en matière d'organisation, de collecte de fonds et de mobilisation; que des recherches montrent que ces

mouvements bénéficient du financement d'un large éventail d'acteurs issus des milieux ultra-conservateurs et d'extrême droite[1 bis];

[1 bis] The Next Wave: How religious extremism is reclaiming power, p. 11.

Or. en

Amendement 156
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant J sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	J sexies. considérant que des informations parues dans les médias montrent que des financements de l'Union ont été accordés par le passé à des organisations qui induisent les femmes en erreur quant à leur santé sexuelle et génésique; que tous les financements de l'Union doivent être conformes aux valeurs communes de l'Union telles que consacrées par l'article 2 du traité UE et par la charte des droits fondamentaux, pour que le soutien financier alloué serve à consolider les valeurs démocratiques de l'Union[1 bis];

[1 bis] https://www.opendemocracy.net/en/anti-abortion-ngo-eu-funding-reproductive-health-programme/

Or. en

Amendement 157
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant K

Proposition de résolution	*Amendement*
K. considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union; que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les valeurs de l'Union sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 158
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant K

Proposition de résolution	*Amendement*
K. considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union; que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui ***protègent et promeuvent les valeurs de l'Union*** sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;	K. considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union***, des restrictions notables de l'espace dévolu à la société civile et du droit de réunion pacifique étant observées dans plusieurs États membres, notamment en Belgique, au Danemark, en France, en Allemagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie et aux Pays-Bas***; ***que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a souligné que la tendance mondiale au recul de la démocratie et de l'état de droit ainsi que la sécurisation des programmes ont exacerbé et aggravé les restrictions au droit de réunion pacifique[1 bis];*** que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui ***œuvrent à la protection et à la promotion des droits de l'homme, des droits environnementaux et***

de l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris les droits à l'avortement, à la migration, à la démocratie et à la défense des droits, sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes; ***que les groupes vulnérables, tels que les personnes LGBTIQ+, les migrants, les minorités ethniques et les communautés racialisées, sont des cibles récurrentes de discours de haine et de propos désobligeants; qu'il s'agit d'une tentative de déshumaniser et de délégitimer le droit de ces groupes d'être traités comme des citoyens égaux; que des ONG ont fait l'objet de procédures pénales ou administratives pour avoir agi en solidarité avec les migrants au sein de l'Union; que, dans plusieurs États membres, dont la Bulgarie, l'Italie, la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie, des discours anti-LGBTI sont diffusés par des responsables politiques et des médias, et que des lois anti-LGBTI ont été déposées, voire adoptées dans certains cas; que de telles situations sont contraires aux normes internationales en matière de droits de l'homme;***

---

1 bis

https://digitallibrary.un.org/record/4086729?ln=fr&v=pdf

Or. en

Amendement 159
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant K

Proposition de résolution	*Amendement*
K. ***considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble***	K. ***considérant*** que ***la Commission a été accusée de promouvoir son propre programme politique en finançant des***

de l'Union; que ***les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les valeurs de l'Union sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes***;	***ONG***;

Or. fi

Amendement 160
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri, Matthieu Valet

Proposition de résolution
Considérant K

Proposition de résolution	*Amendement*
K. considérant que ***l'espace civique*** fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union; ***que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les valeurs de l'Union sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;***	K. considérant que ***la liberté d'expression*** fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union;

Or. en

Amendement 161
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Irena Joveva, Nikola Minchev

Proposition de résolution
Considérant K

Proposition de résolution	*Amendement*
K. considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union; que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui	K. considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union***, notamment au moyen de restrictions juridiques et financières, de suspensions de financement, de***

protègent et promeuvent les valeurs de l'Union sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;	***campagnes de dénigrement, d'intimidations et de criminalisation***; que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les valeurs de l'Union sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;

Or. en

Amendement 162
Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant K

Proposition de résolution	*Amendement*
K. considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union; que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les valeurs de l'Union sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;	K. considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union***, y compris contre le droit de réunion pacifique et le droit de manifester, deux valeurs importantes pour une société démocratique***; que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les valeurs de l'Union sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;

Or. en

Amendement 163
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant K

Proposition de résolution	*Amendement*
K. considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et	K. considérant que l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et

particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union; que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les valeurs de l'Union sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;	particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union; que les attaques contre les organisations de la société civile (OSC) et les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les valeurs de l'Union***, notamment les valeurs conservatrices,*** sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;
	Or. pl

Amendement 164
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant K

Proposition de résolution	*Amendement*
K. considérant que ***l'espace civique fait l'objet d'une attaque sans précédent et particulièrement forte dans l'ensemble de l'Union; que les attaques contre*** les organisations de la société civile ***(OSC)*** et les défenseursdes droits de l'homme ***qui protègent et promeuvent les*** valeursde l'Union ***sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes***;	K. considérant que les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme ***engagés dans la protection et la promotion des droits fondamentaux jouent un rôle essentiel dans la sauvegarde des*** valeurs de l'Union; ***que leur capacité à opérer librement et de manière indépendante devrait être garantie et soutenue dans tous les États membres;***
	Or. en

Amendement 165
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant K

Proposition de résolution	*Amendement*
K. considérant que l'espace civique fait l'objet ***d'une attaque*** sans précédent et particulièrement ***forte*** dans l'ensemble de l'Union; que ***les attaques contre*** les organisations de la société civile (OSC) ***et***	K. considérant que l'espace civique fait l'objet ***d'un abus*** sans précédent et particulièrement ***fort*** dans l'ensemble de l'Union; que les organisations de la société civile (OSC) ***continuent de faire l'objet***

les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les valeurs de l'Union sont en augmentation et suscitent toujours de vives inquiétudes;	***d'abus dans la lutte contre les gouvernements qui ne partagent pas les idées progressistes***;

Or. sk

Amendement 166
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant K bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	K bis. considérant que l'accès au financement est essentiel pour permettre à la société civile de prospérer et de jouer son rôle de sentinelle; qu'une société civile dynamique et un espace civique actif constituent des piliers essentiels de la démocratie; que les OSC jouent également un rôle crucial dans la fourniture de services sociaux, en particulier pour les communautés marginalisées;

Or. en

Amendement 167
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio

Proposition de résolution
Considérant K ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	K ter. considérant que, dans ses orientations politiques, la Commission s'est engagée à renforcer son engagement auprès des organisations de la société civile qui ont une expertise et un rôle important à jouer dans la défense de questions sociétales spécifiques et pour le respect des droits fondamentaux;

Or. en

Amendement 168
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que, dans certains États membres, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé des réfugiés et des migrants;	***supprimé***

Or. fi

Amendement 169
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que, dans certains États membres, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé des réfugiés et des migrants;	***supprimé***

Or. en

Amendement 170
Ewa Zajączkowska-Hernik

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que, dans certains États membres, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé des réfugiés et des migrants;	***supprimé***

Or. en

Amendement 171
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que, dans certains États membres, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé des réfugiés et des migrants;	L. considérant que, dans certains États membres, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé des réfugiés et des migrants; ***que la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a invité les États membres de l'Union à mettre un terme à leur répression des défenseurs des droits de l'homme qui aident les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants, et à s'abstenir de recourir à une rhétorique désobligeante, incendiaire ou stigmatisante à leur égard et à l'égard de leur rôle[10 bis];***

10 bis

https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/europe-must-end-repression-of-human-rights-defenders-assisting-refugees-asylum-seekers-and-migrants

Or. en

Amendement 172
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que, dans certains États membres, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé ***des réfugiés et*** des migrants;	L. considérant que, dans certains États membres, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé ***illégalement*** des migrants; ***qu'il s'est présenté des cas avérés où, sous un prétexte humanitaire, des ONG et des particuliers ont collaboré avec des passeurs et ont également perçu de l'argent pour leur aide au trafic de migrants;***

Or. pl

Amendement 173
Elissavet Vozemberg-Vrionidi, Fredis Beleris

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que***, dans certains*** États membres***, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des*** organisations de la société civile et ***des*** défenseurs des droits de l'homme ***ont été poursuivis pour avoir aidé des*** réfugiés et ***des*** migrants;	L. considérant que ***les organisations de la société civile sont des partenaires proches des*** États membres ***dans leurs efforts de protection et de promotion des droits fondamentaux; que les*** organisations de la société civile et ***les*** défenseurs des droits de l'homme***, dans le processus d'aide aux*** réfugiés et ***aux*** migrants***, devraient respecter le droit européen et international, ainsi que les instructions des autorités compétentes***;

Or. en

Amendement 174
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que, dans ***certains*** États membres, ***tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé des*** réfugiés et ***des*** migrants;	L. considérant que, dans ***tous les*** États membres, ***l'aide apportée au trafic de*** réfugiés et ***de*** migrants ***devrait être pénalisée***;

Or. fr

Amendement 175
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que, dans certains États membres, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé ***des réfugiés et*** des migrants;	L. considérant que, dans certains États membres, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé ***illégalement*** des migrants ***en situation irrégulière, mettant ainsi en danger la population autochtone***;

Or. sk

Amendement 176
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Nikola Minchev, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que, dans certains États membres***, tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne***, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé des réfugiés et des migrants;	L. considérant que, dans certains États membres, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé des réfugiés et des migrants;

Or. en

Amendement 177
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Jaroslav Bžoch, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri, Matthieu Valet

Proposition de résolution
Considérant L

Proposition de résolution	*Amendement*
L. considérant que, dans certains États membres, ***tels que Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Pologne et l'Espagne, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour avoir aidé des*** réfugiés et ***des*** migrants;	L. considérant que, dans certains États membres, ***les organisations de la société civile ont enfreint les lois de ces pays en aidant les*** réfugiés et ***les*** migrants;

Or. en

Amendement 178
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant M

Proposition de résolution	*Amendement*
M. considérant que le financement de l'Union en faveur de la société civile	***supprimé***

devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP);

Or. fr

Amendement 179
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant M

Proposition de résolution	*Amendement*
M. considérant que le financement de l'Union en faveur de la société civile devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP);	M. considérant que le financement ***adéquat et durable*** de l'Union en faveur de la société civile devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP); ***que les coupes opérées dans le financement des organisations de défense des droits de l'homme engagées dans des litiges stratégiques et des actions de sensibilisation en faveur des communautés européennes les plus marginalisées affaiblissent gravement la capacité de la société civile à défendre les victimes de discrimination, à promouvoir l'égalité, à garantir l'obligation de rendre des comptes et à préserver l'état de droit et les droits fondamentaux; que le financement des organisations de justice raciale reste limité, fragmenté et incohérent; que, dans certains cas, les fonds de l'Union ont soutenu des initiatives qui contribuent à la ségrégation ou à des pratiques discriminatoires, compromettant ainsi les objectifs d'égalité;***

Or. en

Amendement 180
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio

Proposition de résolution
Considérant M

Proposition de résolution	*Amendement*
M. considérant que le financement de l'Union en faveur de la société civile devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP);	M. considérant que le ***gel des fonds de l'USAID a une incidence significative sur la société civile dans l'ensemble de l'Union; qu'un*** financement ***prévisible, adéquat et durable à long terme*** de l'Union en faveur de la société civile devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP); ***que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a demandé que le financement des acteurs de la société civile soit conforme aux obligations et engagements internationaux des États membres en matière de droits de l'homme et ne soit pas utilisé à mauvais escient pour entraver le travail ou mettre en péril la sécurité des acteurs de la société civile[1 bis];***
	1 bis ***https://digitallibrary.un.org/record/4086729?ln=fr&v=pdf***
	Or. en

Amendement 181
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant M

Proposition de résolution	*Amendement*
M. considérant ***que le financement*** de l'Union en faveur de la société civile devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP);	M. considérant ***qu'un financement adéquat*** de l'Union en faveur de la société civile devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP)***, que ce financement doit être transparent, ne peut servir à soutenir aucun programme idéologique et ses objectifs ne peuvent être contraires à l'ordre constitutionnel des États membres ni remettre en cause les mandats démocratiques de leurs autorités***

issues d'élections libres;

Or. pl

Amendement 182
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant M

Proposition de résolution	*Amendement*
M. considérant que le financement de l'Union en faveur de la société civile devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP);	M. considérant que le financement de l'Union en faveur de la société civile devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) ***pour répondre avant tout à la détérioration de la situation sécuritaire en Europe et que ce financement devra être transparent et politiquement neutre***;

Or. fi

Amendement 183
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant M

Proposition de résolution	*Amendement*
M. considérant que le financement de l'Union en faveur de la société civile devrait être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP);	M. considérant que le financement de l'Union en faveur de la société civile devrait ***continuer à*** être garanti dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP)***, dans le respect de la transparence financière, de la bonne gestion et d'obligations contractuelles claires***;

Or. en

Amendement 184
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant M

Proposition de résolution	*Amendement*
M. considérant que le financement de l'Union ***en faveur de la société civile*** devrait ***être garanti*** dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP);	M. considérant que le financement de l'Union ***ne*** devrait ***garantir que des activités qui améliorent directement le niveau de vie des citoyens de l'Union*** dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP);

Or. sk

Amendement 185
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant M bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	M bis. considérant que la future stratégie de l'Union en faveur de la société civile devrait viser à soutenir, protéger et autonomiser la société civile et à veiller à ce que les politiques de l'Union soient conçues et mises en œuvre conformément aux valeurs consacrées à l'article 2 du traité UE et dans la charte; que ladite stratégie devrait inclure des initiatives et des critères de référence ambitieux pour mesurer les progrès accomplis; que la Commission a annoncé son intention de créer une plateforme de la société civile capable de centraliser et d'harmoniser l'engagement actuel des acteurs de la société civile dans l'élaboration des politiques de l'Union: que la plateforme devrait être conçue et mise en œuvre conjointement avec la société civile organisée;

Or. en

Amendement 186
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant M bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	M bis. considérant que les tentatives croissantes visant à limiter ou à réduire les droits fondamentaux des femmes et des personnes LGBTIQ au sein de l'Union sont extrêmement préoccupantes; que ces tentatives se concentrent principalement sur le domaine des soins de santé génésique et des droits en la matière, de l'identité de genre et de la reconnaissance juridique du genre ou de l'accès à une éducation sexuelle complète; que les attaques contre ces domaines sont non seulement préjudiciables aux membres les plus vulnérables de la société, mais aussi incompatibles avec les valeurs de l'Union et le cadre international en matière de droits de l'homme, et constituent par conséquent des violations du droit de l'Union;

Or. en

Amendement 187
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant M ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	M ter. considérant qu'à l'heure actuelle, il existe des lacunes dans la législation de l'Union en matière de lutte contre la discrimination, certains motifs de discrimination n'étant couverts que dans le domaine de l'emploi et du travail; que

cette situation a conduit à un ensemble de protections et à la création d'une «hiérarchie artificielle des motifs»; que les traités et la charte des droits fondamentaux confèrent à l'Union un mandat et une responsabilité dans la lutte contre la discrimination pour tous les motifs protégés;

Or. en

Amendement 188
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Sophie Wilmès, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant M quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	M quater. considérant que tous les États membres sont tenus d'agir dans l'intérêt supérieur de l'enfant, notamment en protégeant le droit fondamental de tout enfant à une vie familiale et en interdisant la discrimination à son égard sur la base de la situation matrimoniale ou de l'orientation sexuelle de ses parents ou de la manière dont il a été conçu; qu'environ 2 millions d'enfants peuvent encore être confrontés à une situation dans laquelle leurs parents ne sont pas reconnus comme tels dans un autre État membre; qu'en 2022, la Commission a présenté une proposition de règlement du Conseil relatif à la compétence, à la loi applicable, à la reconnaissance des décisions et à l'acceptation des actes authentiques en matière de filiation ainsi qu'à la création d'un certificat européen de filiation, qui est toujours en attente de la décision finale du Conseil;

Or. en

Amendement 189
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. considérant que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics, tels que les forces de police;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 190
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. considérant que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics, tels que les forces de police;	***supprimé***

Or. en

Amendement 191
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. considérant que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics, tels que les forces de police;	***supprimé***

Or. sk

Amendement 192
Nikola Bartůšek, Jorge Buxadé Villalba, Marieke Ehlers, Fabrice Leggeri, Jaroslav Bžoch, Matthieu Valet

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. considérant que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics, tels que les forces de police;	***supprimé***

Or. en

Amendement 193
Ewa Zajączkowska-Hernik

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. considérant que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics, tels que les forces de police;	***supprimé***

Or. en

Amendement 194
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. considérant que le racisme	N. considérant que le racisme

institutionnalisé ***est enraciné*** dans les politiques gouvernementales ***et les services publics***, tels que les ***forces de police***;	institutionnalisé ***et structurel reste profondément ancré*** dans ***les lois,*** les politiques ***et les institutions publiques*** gouvernementales***, y compris les services répressifs et le système judiciaire; que, malgré la reconnaissance formelle du racisme structurel au niveau de l'Union, il continue de se manifester dans des secteurs clés dans les États membres; que la ségrégation, y compris dans le cadre de l'éducation, la discrimination persistante dans tous les domaines de la vie et les cas répétés de discours de haine et de crimes de haine touchent de manière disproportionnée les communautés racialisées et d'autres groupes marginalisés***, tels que les ***personnes LGBTIQ+***; ***que ces obstacles structurels et ces violations des droits de l'homme entravent l'égalité d'accès aux droits, aux possibilités et à la justice dans l'ensemble de l'Union;***
	Or. en

Amendement 195
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Nikola Minchev, Irena Joveva, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. considérant que ***le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les*** services publics, ***tels que*** les forces de police;	N. considérant que ***des préoccupations ont été exprimées dans certains États membres en ce qui concerne les pratiques discriminatoires ou disproportionnées au sein de certains*** services publics, ***y compris*** les forces de police***, qui doivent faire l'objet d'une enquête et d'une réponse appropriées***; ***que, dans le même temps, la violence à l'encontre des autorités répressives et d'autres agents publics reste un problème grave et doit être combattue efficacement;***

Or. en

Amendement 196
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. considérant que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics, tels que les forces de police;	N. considérant ***que la discrimination et le racisme restent répandus dans l'ensemble de l'Union;*** que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics, tels que les forces de police***, ce qui nuit à la confiance du public dans les institutions et à la cohésion sociale***;

Or. en

Amendement 197
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. ***considérant que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics, tels que les forces de police***;	N. ***considérant que la police joue un rôle essentiel dans la protection des citoyens***;

Or. fi

Amendement 198
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution
Considérant N

Proposition de résolution	*Amendement*
N. considérant que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics***, tels que les forces de police***;	N. considérant que le racisme institutionnalisé est enraciné dans les politiques gouvernementales et les services publics ***de certains États***;

Or. pl

Amendement 199
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant N bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	N bis. considérant que toute définition de l'antisémitisme devrait établir une distinction claire entre un appel direct ou indirect à la violence, à la haine ou à l'intolérance envers les Juifs, ou une justification directe ou indirecte d'un tel comportement, et une critique légitime des actions de l'État d'Israël;

Or. en

Amendement 200
Nadine Morano

Proposition de résolution
Considérant O

Proposition de résolution	*Amendement*
O. considérant que les enquêtes menées par la FRA dans l'Union auprès de personnes noires, juives, musulmanes et LGBTIQ+ montrent qu'elles sont confrontées à une haine très répandue;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 201
Ewa Zajączkowska-Hernik

Proposition de résolution
Considérant O

Proposition de résolution	*Amendement*
O. considérant que les enquêtes menées par la FRA dans l'Union auprès de personnes noires, juives, musulmanes et LGBTIQ+ montrent qu'elles sont confrontées à une haine très répandue;	***supprimé***

Or. en

Amendement 202
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant O

Proposition de résolution	*Amendement*
O. considérant que les enquêtes menées par la FRA dans l'Union auprès de personnes noires, juives, musulmanes et LGBTIQ+ montrent qu'elles sont confrontées à une haine très répandue;	O. considérant que les enquêtes menées par la FRA dans l'Union auprès de personnes noires, juives, musulmanes et LGBTIQ+ montrent qu'elles sont confrontées à une haine très répandue***, reflétant une discrimination raciale systémique***; ***que les craintes, les erreurs d'interprétation et l'«altérisation» alimentent la discrimination et l'intolérance; que l'ECRI a fait part de ses préoccupations concernant les discours xénophobes, homophobes et transphobes, y compris de la part de responsables politiques et de fonctionnaires;***

Or. en

Amendement 203
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant O

Proposition de résolution	*Amendement*
O. considérant que ***les*** enquêtes menées par la FRA dans l'Union auprès de personnes noires, juives, musulmanes et LGBTIQ+ ***montrent qu'elles sont confrontées à une*** haine très ***répandue***;	O. considérant que ***de récentes*** enquêtes menées par ***l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (***FRA***)*** dans l'Union auprès de personnes noires, juives, musulmanes et LGBTIQ+ ***révèlent que ces groupes continuent de faire l'objet d'une*** haine***, d'une discrimination et d'une intolérance*** très ***répandues***;

Or. en

Amendement 204
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Considérant O

Proposition de résolution	*Amendement*
O. ***considérant que les enquêtes menées par la FRA dans l'Union auprès de personnes noires, juives, musulmanes et LGBTIQ+ montrent qu'elles sont confrontées à une haine très répandue***;	O. ***considérant que la forte migration a entraîné l'arrivée en Europe de migrants qui ne respectent pas les valeurs européennes et affaiblit le sentiment de sécurité tant des minorités que de la population majoritaire***;

Or. fi

Amendement 205
Erik Kaliňák

Proposition de résolution
Considérant O

Proposition de résolution	*Amendement*
O. considérant que ***les enquêtes menées par la*** FRA ***dans l'Union auprès de personnes noires, juives, musulmanes***	O. considérant que ***l'Agence*** FRA ***outrepasse régulièrement son mandat***;

et LGBTIQ+ montrent qu'elles sont confrontées à une haine très répandue;

Or. sk

Amendement 206
Sophie Wilmès, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Lucia Yar, Nikola Minchev, Irena Joveva, Hilde Vautmans

Proposition de résolution
Considérant O

Proposition de résolution	*Amendement*
O. considérant que les enquêtes menées par la FRA ***dans l'Union auprès de personnes noires, juives, musulmanes et LGBTIQ+*** montrent ***qu'elles sont confrontées à une*** haine ***très répandue***;	O. considérant que les enquêtes menées par la FRA montrent ***que diverses communautés minoritaires continuent de faire état d'expériences répandues de*** haine ***et de discrimination dans l'Union***;

Or. en

Amendement 207
Krzysztof Śmiszek

Proposition de résolution
Considérant O bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O bis. considérant les récentes réformes législatives et institutionnelles inquiétantes en Slovaquie, qui soulèvent de sérieuses questions quant au respect du droit fondamental à un procès équitable et à un tribunal indépendant et impartial, tel que garanti par l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne; que l'indépendance de la justice est une composante indispensable de l'état de droit et une condition préalable à la protection effective de tous les autres droits fondamentaux; que, plus particulièrement, la Commission internationale de juristes (CIJ), dans sa

lettre de février 2025, a mis en exergue l'ingérence de l'exécutif dans les travaux du Conseil national de la magistrature, en soulignant que les conseils de la magistrature doivent rester indépendants de l'influence parlementaire et exécutive; que le Parlement européen, dans sa résolution de janvier 2024, s'est déclaré profondément préoccupé par le fait que les projets du gouvernement slovaque visant à dissoudre le bureau du procureur spécial et à réduire les sanctions en cas de criminalité financière compromettraient l'intégrité et l'indépendance du pouvoir judiciaire et la protection des intérêts financiers de l'Union; que la Commission européenne, dans son avertissement de juillet 2025 sur le recul démocratique en Slovaquie, a mis en évidence des risques importants pour l'indépendance de la justice, les cadres de lutte contre la corruption et la capacité des médias et de la société civile à fonctionner librement; que le dernier tableau de bord de l'état de droit par pays classe le niveau perçu d'indépendance de la justice en Slovaquie comme très faible, ce qui souligne la nécessité de garanties urgentes pour assurer le plein respect du droit à un procès équitable et à un recours effectif;

Or. en

Amendement 208
Lucia Yar, Hilde Vautmans, Raquel García Hermida-Van Der Walle, Veronika Cifrová Ostrihoňová, Irena Joveva

Proposition de résolution
Considérant O bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O bis. considérant que la Cour européenne des droits de l'homme, dans son arrêt dans l'affaire KlimaSeniorinnen c. Suisse a reconnu que l'incapacité des États à prendre des mesures adéquates

contre le changement climatique peut constituer une violation du droit au respect de la vie privée et familiale prévu à l'article 8 de la convention; que l'arrêt souligne qu'il est urgent de prévoir un droit exécutoire à un environnement propre, sain et durable dans le cadre de la convention européenne des droits de l'homme, garantissant ainsi la cohérence, la prévisibilité et la protection publiques;

Or. en

Amendement 209
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant O bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O bis. considérant que l'antisémitisme persiste dans l'Union et s'est fortement intensifié ces dernières années, continuant de menacer la vie et la sécurité des personnes juives dans l'ensemble de l'Union, comme l'ont démontré la FRA et les autorités nationales, avec une augmentation spectaculaire du nombre de crimes de haine, de harcèlements en ligne et hors ligne et d'actes de violence ciblant les personnes, les communautés et les lieux de culte juifs, ce qui souligne la nécessité de mesures efficaces de prévention, de protection et de poursuites;

Or. en

Amendement 210
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant O bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O bis. considérant que les résultats du rapport de la FRA intitulé «Rights of Roma and Travellers in 13 European countries - Perspectives from the Roma Survey 2024» (Les droits des Roms et des Gens du voyage dans 13 pays européens - Perspectives issues de l'enquête sur les Roms 2024) révèlent d'importantes lacunes dans la mise en œuvre du cadre stratégique de l'Union pour l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms, et soulignent la faible probabilité d'atteindre ses objectifs d'ici à 2030;

Or. en

Amendement 211
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant O bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O bis. considérant que l'ECRI a invité les gouvernements à promouvoir activement l'inclusion des migrants et à lutter contre toute discrimination à leur encontre[1 bis];
	[1 bis] https://www.coe.int/fr/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/-/ecri-s-recommendations-on-integration-and-inclusion-of-migrants-new-factsheet

Or. en

Amendement 212
Mariusz Kamiński, Jadwiga Wiśniewska, Maciej Wąsik, Jacek Ozdoba, Joachim Stanisław Brudziński

Proposition de résolution

Considérant O bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O bis. considérant que les cas de christianophobie sont en augmentation dans l'Union européenne, notamment les attaques contre les églises et la violence à l'encontre des chrétiens;

Or. pl

Amendement 213
Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant O bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O bis. considérant que l'article 151 du traité FUE fait référence aux droits sociaux fondamentaux, tels que ceux consacrés dans la charte sociale européenne;

Or. en

Amendement 214
Krzysztof Śmiszek

Proposition de résolution
Considérant O ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O ter. considérant que les modifications constitutionnelles et législatives en Slovaquie semblent accorder la priorité au concept d'«identité nationale» plutôt qu'aux droits fondamentaux, au pluralisme des médias et au contrôle indépendant; que la modification de la Constitution slovaque de septembre 2025, qui ne reconnaît que deux genres et

consacre la primauté du droit national en matière d'identité, a été particulièrement condamnée par les organisations de défense des droits de l'homme comme étant une régression dans la protection des droits fondamentaux; que ces réformes constitutionnelles, combinées à des changements profonds dans la gouvernance des médias publics et à des réductions des sanctions pour les infractions liées à la corruption, risquent d'affaiblir structurellement le système d'équilibre des pouvoirs;

Or. en

Amendement 215
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant O ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O ter. considérant que la communauté rom reste confrontée à la discrimination systémique, à la ségrégation, à l'exclusion sociale et à la violence policière[1 bis]; que les expulsions forcées de Roms en Bulgarie ont récemment entraîné le déplacement de plus de 200 personnes, dont des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées; que le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a demandé l'exécution des arrêts de la Cour EDH relatifs aux droits des Roms[1 ter];

1 bis

https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/the-unheard-12-million

1 ter

https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/greece-should-ensure-that-roma-have-access-to-adequate-housing-and-are-not-subject-to-discriminatory-treatment-or-

violence-by-law-enforcement-authorities

Or. en

Amendement 216
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant O ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O ter. considérant que la loi hongroise sur la protection de l'identité locale, entrée en vigueur le 1er juillet 2025, confère aux autorités municipales le pouvoir de restreindre le séjour sur la base de critères arbitraires tels que le niveau d'éducation, les compétences linguistiques ou la preuve de l'emploi; que ces mesures risquent d'institutionnaliser la ségrégation raciale dans le cadre du logement et de toucher de manière disproportionnée les communautés roms, ce qui suscite de vives inquiétudes quant au respect du droit de l'Union et des droits fondamentaux;

Or. en

Amendement 217
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Considérant O ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O ter. considérant qu'une lettre ouverte de neuf premiers ministres et présidents européens demande une réévaluation de la manière dont la Cour européenne des droits de l'homme (Cour EDH) a développé son interprétation de la

convention européenne des droits de l'homme (CEDH);

Or. en

Amendement 218
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant O quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O quater. considérant que les personnes handicapées vivant dans l'Union continuent de faire l'objet de discriminations, y compris le refus d'aménagements raisonnables, le harcèlement et les formes multiples et intersectionnelles de discrimination dans tous les domaines de leur vie, y compris les désavantages socio-économiques, l'isolement social, les mauvais traitements et la violence, y compris la violence à caractère sexiste, la stérilisation et l'avortement forcés, le manque d'accès aux services de proximité, le logement de mauvaise qualité, le placement en institution, l'inadéquation des soins de santé et le refus de la possibilité de contribuer et de s'engager activement dans la société;

Or. en

Amendement 219
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant O quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O quater. considérant que le maintien de l'ordre à caractère raciste et les

pratiques répressives discriminatoires restent une grave préoccupation dans l'ensemble de l'Union; que les groupes racialisés sont ciblés de manière disproportionnée par les procédures de contrôle et de fouille, le recours excessif à la force et le harcèlement; que les mécanismes de surveillance et de responsabilité restent faibles et sont entravés par l'absence d'enquêtes indépendantes;

Or. en

Amendement 220
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant O quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O quinquies. considérant que le racisme et la discrimination raciale persistent dans la législation et les pratiques en matière de migration et d'asile; que les migrants racialisés sont exposés de manière disproportionnée à des violations de leurs droits aux frontières de l'Union et au sein des régimes d'asile et d'accueil; que les cadres et pratiques actuels de l'Union perpétuent souvent des schémas discriminatoires et ne prévoient pas de garanties explicites contre le racisme, ce qui compromet l'engagement de l'Union en faveur de l'égalité et des droits fondamentaux;

Or. en

Amendement 221
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant O quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O quinquies. considérant que la situation des personnes intersexuées dans l'Union reste largement inconnue du public de l'Union; qu'en avril 2024, plusieurs États membres du Conseil de l'Europe ont parrainé la première résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la lutte contre la discrimination, la violence et les pratiques préjudiciables à l'égard des personnes intersexes[1 bis];
	[1 bis] Voir la résolution 55/14 sur la lutte contre la discrimination, la violence et les pratiques préjudiciables à l'égard des personnes intersexes, adoptée par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies le 4 avril 2024.

Or. en

Amendement 222
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant O sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O sexies. considérant que la directive sur l'égalité raciale n'a pas été suffisamment appliquée par la plupart des États membres; que la décision-cadre du Conseil sur le racisme et la xénophobie n'a pas été entièrement ou correctement transposée par certains États membres; que des efforts plus soutenus sont nécessaires pour lutter contre le racisme structurel, y compris l'incidence des discours violents d'extrême droite dans les débats sociaux[1 bis], et pour veiller à ce que les États membres respectent la législation de l'Union en matière de lutte contre la discrimination;

[1 bis] ***https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52024DC0419***

Or. en

Amendement 223
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant O sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O sexies. considérant que la discrimination intersectionnelle reste largement négligée dans les politiques et la pratique; que l'incidence combinée du racisme et du genre, du handicap, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, de l'expression de genre et des caractéristiques sexuelles, du statut socio-économique, de l'origine migratoire et d'autres motifs continue d'être négligée, laissant de nombreuses victimes sans protection, soutien ou accès adéquats à des recours efficaces;

Or. en

Amendement 224
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant O septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O septies. considérant que les injustices historiques, y compris le colonialisme, l'esclavage et l'Holocauste, continuent de façonner le racisme structurel en Europe aujourd'hui; que la reconnaissance, la mémoire et l'éducation

à ces injustices sont essentielles pour lutter contre le racisme et promouvoir l'égalité et les droits fondamentaux;

Or. en

Amendement 225
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant O septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O septies. considérant que la protection offerte par le cadre de lutte contre la discrimination de l'Union présente des lacunes considérables; que toute personne dans l'Union a le droit égal de devenir un membre actif et à part entière de la société et d'être traitée sur un pied d'égalité;

Or. en

Amendement 226
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant O octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O octies. considérant que l'accès à la justice pour les victimes de crimes de haine racistes et d'autres formes de crimes de haine et de discrimination reste fortement limité dans plusieurs États membres en raison de l'inadéquation des services de soutien, des obstacles à la reconnaissance des motivations racistes et haineuses et de la faible application de la législation de lutte contre la discrimination; que, par conséquent, les communautés racialisées et d'autres

groupes marginalisés continuent de faire l'objet de violations des droits sans avoir accès à des voies de recours efficaces;

Or. en

Amendement 227
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio

Proposition de résolution
Considérant O octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O octies. considérant que plusieurs États membres, dont la Bulgarie et la Grèce, ont systématiquement ignoré les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 228
Anna Strolenberg, Marco Tarquinio, Pernando Barrena Arza

Proposition de résolution
Considérant O nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O nonies. considérant que la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale augmentent dans l'ensemble de l'Union, et qu'elles constituent un sujet de préoccupation; que l'inégalité en matière de logement et le nombre de sans-abri ont tous deux augmenté à un rythme alarmant dans plusieurs États membres[1 bis]; que les expulsions forcées sont également préoccupantes; que le droit à un logement adéquat constitue un droit de l'homme universel reconnu par le droit international relatif aux droits de l'homme et la Charte sociale européenne; que garantir le droit au logement pour

tous est non seulement une obligation légale, mais aussi un fondement de la justice sociale et de la stabilité démocratique;

[1 bis] ***https://pace.coe.int/fr/files/34542/html***

Or. en

Amendement 229
Marco Tarquinio, Birgit Sippel

Proposition de résolution
Considérant O nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	O nonies. considérant que les inégalités socio-économiques restent profondément racialisées, avec des disparités persistantes et structurelles dans l'accès à l'éducation, aux soins de santé, au logement, à l'emploi et à l'accumulation de richesses, qui continuent d'exclure les groupes racialisés d'une participation égale à la société et perpétuent les cycles intergénérationnels de pauvreté et de marginalisation;

Or. en